

LE LABO DE L'AUDIT

COMMISSAIRE AUX COMPTES ET EXPERT-COMPTABLE

ARIA SUD
Cité de l'alimentation
100 Rue Pierre Bayle
84140 MONTFAVET
353 998 107

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

Mesdames, Messieurs, membres Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ARIA SUD relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 2 avril 2024 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association ARIA SUD à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes :

« Tableau des fonds dédiés » page 16 et « Etat des provisions » page 17 de l'annexe des comptes annuels concernant les provisions sur les subventions.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

L'association utilise une comptabilité analytique par action avec imputation de frais directs et prorata de frais généraux. Notre audit n'a pas pour objectif de certifier ces éléments pris séparément mais d'apprécier les comptes annuels dans leur présentation d'ensemble. La prise en compte dans notre démarche d'audit du risque de reversement de subventions non utilisées, lorsque les clauses le prévoient, a toutefois été appréciée en fonction de certains de ces éléments.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir, par sondages, les calculs effectués par la direction, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association ARIA SUD à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces



informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SALON DE PROVENCE, le 30 avril 2024

Le Commissaire aux comptes

LE LABO DE L'AUDIT, représenté par

Julien DUCROS

LE LABO DE L'AUDIT

ZA des Roquassiers
151 Rue de la Forge
13300 SALON DE PROVENCE
Tél. 04 13 41 55 55
SIRET : 850 922 634 00017 - APE 6920Z

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	7 820	7 820	0	0		
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	6 568	6 568				
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	40 000		40 000	40 000		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	119		119	119		
	Total I	54 507	14 388	40 119	40 119		
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	209 975		209 975	187 256	22 718	12.13
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	845 547		845 547	588 492	257 055	43.68
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	359 932		359 932	527 545	167 613	31.77
Comptes de Régularisation	Charges constatées d'avance (2)	155 924		155 924	257 242	101 318	39.39
	Total II	1 571 377		1 571 377	1 560 535	10 842	0.69
	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	1 625 884	14 388	1 611 496	1 600 654	10 842	0.68

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	547 886	515 646	32 240	6.25
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	15 036	32 240	17 204	53.36
	Situation nette (sous total)	562 922	547 886	15 036	2.74
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	562 922	547 886	15 036	2.74
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés	61 379	80 649	19 270	23.89
	Total II	61 379	80 649	19 270	23.89
PROVISIONS	Provisions pour risques	112 597	90 277	22 320	24.72
	Provisions pour charges	44 434	76 615	32 181	42.00
	Total III	157 031	166 892	9 861	5.91
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses	1 060	1 819	759	41.72
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	124 180	357 549	233 369	65.27
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	112 165	128 823	16 658	12.93
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	22 273	16 360	5 913	36.15
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	570 487	300 677	269 810	89.73
TOTAL GENERAL	Total IV	830 165	805 227	24 937	3.10
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 611 496	1 600 654	10 842	0.68

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

259 678

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations	359 415	315 349	44 066	13.97
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	704 895	418 342	286 553	68.50
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	370 570	358 292	12 278	3.43
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	108 647	134 461	25 814	19.20
Utilisations des fonds dédiés	80 649	123 859	43 210	34.89
Autres produits	11	8	3	37.34
Total I	1 624 187	1 350 310	273 876	20.28
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	953 954	641 590	312 364	48.69
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	4 668	5 111	443	8.67
Salaires et traitements	223 314	215 328	7 986	3.71
Charges sociales	86 504	83 508	2 996	3.59
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
Dotations aux provisions	10 915	127 979	117 064	91.47
Reports en fonds dédiés	61 379	80 649	19 270	23.89
Autres charges	190 133	166 080	24 053	14.48
Total II	1 530 867	1 320 246	210 621	15.95
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	93 319	30 064	63 255	210.40

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	6 371	2 113	4 258	201.49
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	6 371	2 113	4 258	201.49
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	6 371	2 113	4 258	201.49
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	99 691	32 178	67 513	209.81
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	5 339	21 340	16 001	74.98
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		1 000	1 000	100.00
Total V	5 339	22 340	17 001	76.10
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	1 045	12 745	11 700	91.80
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	85 591	4 900	80 691	NS
Total VI	86 636	17 645	68 991	391.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	81 297	4 696	85 992	NS
Participation des salariés aux résultats (VII)	0		0	
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 358	4 633	1 275	27.52
Total des produits (I+III+V)	1 635 897	1 374 764	261 133	18.99
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 620 861	1 342 524	278 337	20.73
5. EXCEDENT OU DEFICIT	15 036	32 240	17 204	53.36

ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	page 11
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	12
Permanence ou changement de méthodes	12
Informations générales complémentaires	12
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	13
Etat des amortissements	13
Tableau de variation des fonds propres	14
Tableau de variation des fonds propres-générosité du public	15
Tableau de variation des fonds dédiés	16
Etat des provisions	17
Etat des échéances des créances et des dettes	17
Variation des fonds propres	17
Evaluation des immobilisations corporelles	17
Evaluation des créances et des dettes	17
Evaluation des valeurs mobilières de placement	17
Produits à recevoir	18
Charges à payer	18
Charges et produits constatés d'avance	18
Subventions d'équipement	18
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Dettes garanties par des sûretés réelles	18
Montant des engagements financiers	18
Informations en matière de crédit bail	19
Engagement en matière de pensions et retraites	19
- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Valeurs mobilières	20

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

L'Aria Sud représente et soutient le tissu agroalimentaire de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1989. Elle contribue au développement des PME régionales par une dynamique de réseaux et par une offre de services adaptés à leurs besoins. Ses missions sont variées :

- Promouvoir les entreprises agroalimentaires régionales en France et à l'international
- Développer l'attractivité des métiers de l'industrie alimentaire en région Sud
- Fédérer et coordonner l'ensemble des acteurs pour une approche coordonnée du soutien au tissu agroalimentaire régional
- Être le porte-parole des industries agroalimentaires de la région Sud auprès des services décentralisés de l'Etat, des collectivités territoriales, des représentations syndicales et patronales régionales, et plus largement de tous les partenaires de la chaîne alimentaire
- Représenter le territoire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur au niveau national pour une prise en compte des spécificités des TPE et PME agroalimentaires régionales

En 2023, l'ARIA Sud a déployé de nombreuses prestations, au service des 6 grandes priorités opérationnelles qu'elle s'était fixée :

- Le développement à l'international (pavillon régional sur le salon BIOFACH, rencontres d'acheteurs, diagnostics export, ...),
- La promotion commerciale & marketing (pavillons régionaux sur les salons SIRHA et NATEXPO, rencontres d'acheteurs, appui aux équipes commerciales, ...),
- Le renforcement d'une compétitivité durable (accompagnement à l'industrie 4.0, animation d'une centrale d'achat, visioconférences thématiques, diagnostics RH, ...),
- La formation des salariés (aussi bien en inter- qu'en intra-entreprise),
- L'attractivité des métiers (promotion des métiers dans des collèges et lycées, témoignages de salariés sur YouTube et Forindustrie, semaine de l'emploi agroalimentaire, benchmark sur les politiques de rémunération, ...),
- La représentation du secteur (signature du pacte Produisons et Consommons Responsable de la Région SUD avec le lancement du label 100% Valeurs du Sud, signature d'une convention de partenariat avec POLE EMPLOI, ...)

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 611 496.19 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 624 186.61 Euros et dégagant un excédent de 15 036.24 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

L'application de la loi n°2024-364 du 22 avril 2024 relative à l'acquisition des congés payés pendant un arrêt maladie d'origine non professionnelle n'a pas d'impact significatif dans les comptes clos le 31 décembre 2023

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	7 820		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	6 568		
TOTAL	6 568		
Autres participations	40 000		
Prêts, autres immobilisations financières	119		
TOTAL	40 119		
TOTAL GENERAL	54 507		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			7 820	7 820
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			6 568	6 568
TOTAL			6 568	6 568
Autres participations			40 000	40 000
Prêts, autres immobilisations financières			119	119
TOTAL			40 119	40 119
TOTAL GENERAL			54 507	54 507

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	7 820			7 820
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	6 568			6 568
TOTAL	6 568			6 568
TOTAL GENERAL	14 388			14 388

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	515 646		32 240	0-	547 886
Excédent ou déficit de l'exercice	32 240	32 240	15 036		15 036
Situation nette	547 886	32 240	47 276		562 922
TOTAL I	547 886	32 240	47 276	0-	562 922

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	80 649	61 379	80 649			61 379	61 379
Programme 22 Région SUD							
- Missions Export	35 000		35 000				
- Attractivité Metier	22 420		22 420				
DREETS - Illérisme	18 229		18 229				
CD84 - Promotion France	5 000		5 000				
Programme 23 Région SUD							
- Export collaboratif		15 000				15 000	15 000
- Missions export		29 331				29 331	29 331
- Attractivité		17 048				17 048	17 048
TOTAL	80 649	61 379	80 649			61 379	61 379

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	25 840	1 801			27 641
Autres provisions pour risques et charges	141 052	94 705	106 367		129 390
TOTAL	166 892	96 506	106 367		157 031
TOTAL GENERAL	166 892	96 506	106 367		157 031
Dont dotations et reprises d'exploitation exceptionnelles		10 915	106 367		
		85 591			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	119	0	119
Autres créances clients	209 975	209 975	
Impôts sur les bénéfices	1 274	1 274	
Taxe sur la valeur ajoutée	50 656	50 656	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 066	1 066	
Divers état et autres collectivités publiques	691 713	691 713	
Débiteurs divers	100 838	100 838	
Charges constatées d'avance	155 924	155 924	
TOTAL	1 211 564	1 211 445	119

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	1 060	1 060		
Fournisseurs et comptes rattachés	124 180	124 180		
Personnel et comptes rattachés	38 025	38 025		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	48 579	48 579		
Taxe sur la valeur ajoutée	22 031	22 031		
Autres impôts taxes et assimilés	3 530	3 530		
Autres dettes	22 273	22 273		
Produits constatés d'avance	570 487	570 487		
TOTAL	830 165	830 165		

Variation des fonds propres

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

sorti).

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	70 812
Autres créances	691 713
Total	762 525

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 232
Dettes fiscales et sociales	50 793
Total	82 025

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	155 924
Total	155 924
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	570 487
Total	570 487

Subventions d'équipement

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements reçus

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Crédit bail

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Le montant de la dette comptabilisée au 31/12/2023 au titre des départs à la retraite s'élève à 27.641€.

Hypothèses de calcul retenues :

- départ à la retraite volontaire : 65 ans
- Turn over faible
- Taux d'actualisation 0 %

La provision est calculée en fonction des droits acquis à la clôture de l'exercice. Les droits acquis à la clôture font l'objet de l'application d'un pourcentage dégressif selon l'année de départ à la retraite (10% + 20 ans ; 25% 16 à 20 ans ; 50% de 11 à 15 ans ; 75% de 10 à 6 ans ; 100% à - 5 ans)

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	25 594
45 à 54 ans	11 à 20 ans	
35 à 44 ans	21 à 30 ans	
moins de 35 ans	plus de 30 ans	2 047
Engagement total		27 641

Hypothèses de calculs retenues

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières